

BELKHADEM REVIENT SUR SON LIMOGEAGE :

«Bien sûr que j'étais au courant !»

Une dizaine de jours après son limogeage de la chefferie du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem a fait sa première apparition publique, hier mercredi, à l'occasion d'une conférence organisée par le club de la presse de son parti, le FLN, au Palais de la culture à Alger. «C'était prévisible», dira l'ancien chef du gouvernement à propos d'un changement qui a dérouter le tout Alger politico-médiatique.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans un point de presse improvisé avant l'entame de la conférence officielle inscrite au programme, Belkhadem, rentré la veille au pays après avoir accompli une omra, tentait de diminuer de l'impact de son remplacement à la tête du gouvernement par son homologue du RND. «C'est dans la nature même de l'exercice de la politique que d'opérer ce genre de changement», expliqua le secrétaire général de l'instance exécutive du FLN. Interrogé sur le

fait que cela s'était quand même fait à son insu et sans que la moindre justification soit fournie à l'opinion, Belkhadem se rabat sur les évidences.

«La Constitution donne toutes les prérogatives au président de la République de procéder à ce genre de changements sans qu'il soit obligé de justifier ses décisions».

Avant de poursuivre : «Mais bien sûr que j'étais au courant de ce changement !» Puis cette phrase lourde de sens : «Vous savez, chaque étape a ses

propres hommes» ! Comment a-t-il toutefois vécu cette difficile épreuve ? «J'en sors (de la chefferie du gouvernement ndlr) comme je suis rentré : sans la moindre émotion particulière», dira le désormais ministre d'Etat représentant personnel du chef de l'Etat.

Inévitablement questionné à propos de la révision de la Constitution et si celle-ci aura lieu durant la session parlementaire en cours, Belkhadem se contentera de dire que «le président peut à tout moment convoquer le Parlement en session extraordinaire».

Mais aussi «au FLN, nous n'avons jamais proposé un poste de vice-président».

Et si Belkhadem le dit, c'est qu'il sait donc que la nouvelle architecture institutionnelle en

préparation ne prévoit pas un tel poste. S'agissant de ses commentaires à propos des critiques «rituelles» de son «successeur-prédécesseur» à la tête du gouvernement, Belkhadem se défendra comme suit : «Libre à lui de faire les commentaires qu'il veut. Ce sont en tout cas les mêmes ministres qui siègent au gouvernement.»

Déchargé désormais de la fonction de chef du gouvernement, le numéro deux de l'ex-parti unique que préside Bouteflika depuis 2005 dit se concentrer davantage «à la préparation de la prochaine session du conseil national du parti et celle du congrès extraordinaire» qui doit plébisciter Bouteflika comme candidat «unique» pour 2009.

K. A.

ALI TOUNSI PRÉSIDE LA SORTIE DE NOUVELLES PROMOTIONS

La DGSN veut atteindre le chiffre de 200 000 policiers

Une trentaine de nouvelles Sûretés urbaines verront le jour prochainement dans la capitale. C'est ce qu'a indiqué hier le directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Tounsi. Cette déclaration a été faite en marge de la cérémonie de sortie de la 8^e promotion d'agents de l'ordre public de l'Ecole de police de Kouba, baptisée au nom du martyr du devoir national Kermame Ahmed.

A. Bettache - Alger (Le Soir) - Selon le directeur général de la Sûreté nationale, «la DGSN est en train de poursuivre son programme de renforcement de Ses structures tant en moyens humains que matériels». Il indiquera que le «processus entamé depuis trois années se poursuit toujours et a commencé à donner des résultats sur le terrain».

A ce propos, il soulignera que la Sûreté nationale a acquis un nouvel équipement sophistiqué qui lui a permis de mener à bien sa mission, celle de la protection des personnes et des biens. En évoquant le volet équipement, le directeur général de la police nationale a ajouté que «les éléments de la Sûreté nationale sont de plus en plus sur le terrain, à l'écoute des préoccupations des citoyens».

De ce fait, a-t-il souligné, «une bonne partie des nouvelles structures policières qui verront le jour prochainement sont à la

demande des citoyens», soulignant que le «rapport citoyen-police est en amélioration constante». En guise d'argument, il affirmera que depuis «les attentats d'avril 2007, les citoyens se sont impliqués davantage dans la lutte antiterroriste». «Ils n'hésitent pas un instant à prendre attache avec les services de police pour les informer du moindre mouvement suspect.»

Le directeur général de la Sûreté nationale compte renforcer ses troupes. D'ici à la fin de l'année en cours, quelque 60 000 nouveaux policiers seront déployés sur le territoire national. Avec ces nouveaux effectifs, le nombre d'agents de la Sûreté nationale, estimé actuellement à 140 000, atteindra 200 000 éléments.

«Ces policiers seront déployés à travers toutes les wilayas du pays dans le cadre du programme national de couverture sécuritaire et de lutte

contre toutes les formes de criminalité», avait déjà déclaré, jeudi, le DGSN.

En effet, avec la dégradation de la situation sécuritaire à travers le pays, les autorités ont opté pour le renforcement de la présence policière sur le terrain. «Il s'agit de l'objectif fixé par les services de sécurité afin d'installer la sécurité partout dans le pays et à tous les niveaux de la société», a indiqué le patron de la DGSN.

En effet, la couverture nationale actuelle étant de 1 policier pour 400 habitants. Le renforcement de cet effectif, qui est aujourd'hui de l'ordre de 140 000 agents de police, doit «nécessairement être accompagné d'une formation de qualité et de moyens adéquats, modernes et sophistiqués, pour lutter contre toutes les formes du crime organisé».

En effet, ce programme permettra «à l'Algérie de réaliser ses projets de développement dans un climat de sécurité», avait ajouté M. Tounsi. Celui-ci faisant allusion à la série d'attentats suicides perpétrés dans la wilaya d'Alger et les régions limitrophes, ayant quelque peu ébranlé le pays. Aussi, les attaques kamikazes commises

dans la capitale le 11 avril et le 11 décembre 2007 ont-elles incité l'Etat algérien à passer à la vitesse supérieure dans le cadre de la lutte contre le crime organisé en général et la lutte antiterroriste en particulier. La révision de la stratégie sécuritaire appliquée sur le terrain était alors devenue une condition sine qua non.

A ce propos, il est important de rappeler les directives, on ne peut plus strictes, de M. Tounsi : «Nous sommes face à un ennemi qui ne recule devant rien pour faire parler de lui, y compris massacrer des innocents sans distinction, hommes ou enfants. Aussi, il n'y a que ceux qui peuvent assumer la charge de lui faire face qui vont rester dans nos rangs» et d'ajouter : «Il n'est plus question de fermer les yeux sur l'incapacité de certains à gérer les crises et les situations extrêmes dans la conjoncture actuelle.»

Le directeur général de la Sûreté nationale a estimé que le nouveau programme mis en place «assurera certainement la sécurité des citoyens avec leur concours, dans une période de deux ans au maximum».

A. B.

ILS L'ACCUSENT DE METTRE EN PÉRIL LE GROUPE

Les employés de Tonic portent plainte contre le séquestre judiciaire

Rien ne va plus entre les employés du groupe Tonic Emballage et le séquestre judiciaire qu'ils accusent de mettre en péril le groupe.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Une plainte en référé a été déposée au niveau du tribunal de Sidi M'hamed. Elle sera examinée le 6 juillet en attendant d'autres actions en pénal qui seront dirigées contre les propriétaires du groupe et la BADR à qui ils estiment avoir le droit de demander des comptes.

Réunis en collectif, les employés menacent de recourir à plusieurs actions de protesta-

tion, à commencer par des sit-in avant d'entamer une grève de la faim. Au cours de la conférence de presse qu'ils ont animée hier, les travailleurs ont expliqué que la situation dans laquelle se trouve Tonic est due au comportement du séquestre. La liste des griefs retenus contre ce dernier est interminable.

Les employés lui reprochent ses absences trop fréquentes, le non-paiement des salaires

depuis deux mois et le dépassement de ses prérogatives. Plus grave encore, ils l'accusent d'avoir divulgué des informations sur les activités du groupe au profit d'une entreprise dans laquelle il est actionnaire, à savoir Verdi. Les employés, qui ne décolèrent pas, dénoncent également le non-paiement des factures et des cotisations à la Caisse de sécurité sociale et le manque d'approvisionnement en matières premières. Ils considèrent néanmoins que la situation qui menace l'avenir de plus

de 4 000 familles doit interpellé également la banque qui a octroyé des crédits à Tonic mais également les propriétaires.

«La BADR doit s'expliquer. Elle doit dire pourquoi elle a octroyé des crédits pour ensuite donner un ultimatum pour leur remboursement tandis que la famille doit également dire quel avenir sera réservé aux travailleurs», disent-ils, convaincus que sans un assainissement de la situation, les emplois ne pourront être préservés.

N. I.

SIT-IN DU CANPEST

À CONSTANTINE

Sous haute surveillance

Le bras de fer entre la Direction de l'éducation de la wilaya de Constantine et le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) reprend de plus belle en cette fin d'exercice scolaire.

Hier, en dépit des méthodes dissuasives, notamment à travers la présence, dès les premières heures de la journée, d'agents de l'ordre autour de la Direction de l'éducation, le Cnapest a réussi à faire entendre sa voix. Bousculés violemment par moments, plus d'une centaine d'enseignants ont répondu à l'appel de ce syndicats et brandi son mot d'ordre dans un sit-in qui a failli dégénérer. Tel un leitmotiv, le départ du directeur de l'éducation est désormais une exigence du Cnapest qui désapprouve dans le fond et la forme la démarche de ce dernier, particulièrement son attitude «méprisante» vis-à-vis de ce syndicat.

Le Cnapest revendique aussi l'envoi par le département de Benbouzid d'une commission d'enquête ministérielle pour plancher sur la véracité des accusations portées contre Ahmed Guelil, premier responsable du secteur dans la wilaya de Constantine.

Ce dernier récuse sans cesse la représentativité de ce syndicat à travers la wilaya de Constantine et qualifie ses animateurs d'agitateurs au moment où le Cnapest évoque son encrage dans pas moins de 44 établissements sur les 46 que compte la wilaya. Le directeur de l'éducation, qui a animé la semaine dernière une conférence de presse pour, justement, répondre aux accusations du Cnapest, avait également reproché à ce dernier sa tentative d'ingérence dans les missions des commissions paritaires s'agissant notamment du mouvement des employés du secteur qui reste, selon lui, tributaire de l'orientation des élèves puisqu'il est prévu cette année, l'affectation de 18% des élèves admis en 2^e année secondaire en maths techniques, ce qui signifie que le nombre des établissements qui dispenseront les matières de cette spécialité passera de 25 à 34 à travers la wilaya.

«Le mouvement des enseignants sera effectué en fonction des besoins et même la loi permet de réquisitionner ceux qui enseignent dans une spécialité de la même famille pour assurer les cours là où il faut», avait-il déclaré.

Et à ce propos, le Cnapest avait répondu qu'il n'avait fait que soulever le problème du surplus des enseignants dans certaines matières. Autre sujet de discorde, les primes de rendement qui ne sont pas, selon Ahmed Guelil, un droit acquis à tous les travailleurs mais sanctionnent les efforts consentis par les plus entrepreneurs d'entre eux.

Mais à ce titre également, le Cnapest atteste n'avoir évoqué que deux cas d'enseignants victimes qui en ont été injustement privés par mesure de repréailles au même titre qu'il avait demandé la régularisation de certaines erreurs intervenues dans quelques salaires.

Ceci étant, le Cnapest insiste sur les griefs d'autoritarisme et l'obstruction de tous les canaux de la concertation et du dialogue par le directeur de l'éducation qui gagnerait à revoir sa position à l'égard de ce syndicat qui ne semble pas baisser les bras.

K. G.